

Europe : un nouveau rapport met à mal la politique de quotas carbone

Les quotas carbone sont à nouveau pris dans la tourmente de la polémique. Vendredi 10 septembre, l'ONG britannique Sandbag, objecteur de conscience réputé, rendait public son étude sur l'impact du système communautaire d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (SCEQE). Les conclusions sont loin d'être encourageantes. De quoi exploser le quota d'exaspération...

Ob-so-lète. Selon l'ONG verte Sandbag, la politique de quotas de carbone instituée par l'Union européenne est ni plus, (et malheureusement) ni moins « obsolète ». Et les chiffres pour étayer l'affirmation sont vertigineux...

En effet, selon l'analyse, le SCEQE, qui fonctionne sur délivrance de « permis de polluer », permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 32 millions de tonnes sur la période 2008-2012. Le taux annuel d'émission en Europe étant de 1,9 milliard de tonnes de CO₂, l'économie réalisée représente donc 0,3 % de l'ensemble émis. Une goutte d'eau dans l'océan, une expiration dans l'atmosphère...

Plus grave : la crise économique révèle les défaillances du système. L'attribution des permis s'est faite en 2008, selon les prévisions d'activité des 12 000 entreprises concernées par la mesure (sidérurgie, cimenterie, etc.). Activité qui devait se révéler faste jusqu'en 2012. Mais comme il n'arrive jamais ce que l'on prévoit, c'est bien connu, le cyclone de la crise économique a balayé d'un revers ces pronostics. Moralité : les entreprises, et notamment l'industrie, ont essuyé une baisse d'activité et par voie de conséquence enregistré une baisse d'émission de CO₂. Or, bonne nouvelle un jour ne signifiant pas bonne nouvelle toujours : les permis amassés et non-utilisés pourraient être employés lors d'une reprise spectaculaire de l'économie et créer un surplus d'émissions (plus de permis, plus de pollution !). Sandbag estime, de ce fait, que les émissions pourraient progresser de 34 % d'ici 2016 du fait de cette thésaurisation. De quoi plomber nos engagements de Copenhague en matière de réduction carbone.

Il est également à parier que les réserves de quotas amoncelées par les industries lourdes ne les inciteront pas à investir dans la recherche d'alternatives énergétiques. Et la situation risque de faire boule de neige car le prix de la tonne de carbone pourrait subir une dévaluation selon la logique économique simple : « Toute abondance d'un produit fait s'effondrer sa valeur ». L'ensemble des entreprises et non plus seulement les plus importantes, libérées du joug de la contrainte, tomberaient alors dans une indifférence coupable quant à leur empreinte carbone.

A tout problème, sa solution

Pour éviter un tel scénario catastrophe, Sandbag exhorte l'Union européenne à adopter une politique de réduction des émissions plus ambitieuse (- 30 % d'ici 2020 contre 20 % aujourd'hui) et de ce fait plus contraignante et moins prolifique pour les 12 000 bénéficiaires de « permis de polluer » (rappelons que ces permis sont distribués gratuitement par l'UE).

L'ONG rappelle qu'il serait de bon augure d'attribuer les quotas selon leurs besoins réels et non plus selon les fantoches que sont les pronostics d'activité.

La Commission européenne n'a plus qu'à s'exécuter. D'autant que le système communautaire d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre n'en est pas à sa première critique. Sandbag avait déjà révélé ses imperfections puisqu'il permet aux industries les plus polluantes (ArcelorMittal, Lafarge, etc.) de créer un véritable business autour des quotas carbone. Selon un rapport de l'ONG britannique, en 2008, les « nababs du carbone » se sont partagés 35 millions de permis de polluer. Le calcul est vite fait : cela leur aura permis d'émettre l'équivalent de la quantité annuelle de CO2 rejetée par la Lituanie et La Lettonie réunies. Si nous imaginons que ces industries ont revendu leurs réserves, elles ont alors réalisé un bénéfice de 500 millions d'euros... sur le dos du système.

Les insuffisances du SCEQE sont criantes, il faudra à la Commission européenne le courage de tenir tête aux puissants lobbies de l'industrie. Pour que la politique de réduction des gaz à effet de serre devienne une référence et non un « piège »...